



La Commune



Unité d'action pour le retrait total de tout le Plan Macron, oui ! Récupération et Concertation-Macron, non !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 36 – mardi 13 mars 2018

Tous les partis ou mouvements qui parlent au nom des travailleurs ou du peuple jurent qu'ils veulent l'unité et accusent régulièrement leurs concurrents de diviser. Les salariés, les jeunes et la population ont effectivement besoin de l'unité de leurs rangs face au gouvernement capitaliste et ses réformes de destruction sociale. Le gouvernement cherche alors à opposer les différentes couches sociales entre elles, à les diviser à l'infini. Ce n'est pas nouveau. A ce jeu, il finit régulièrement par se diviser lui-même. Reste à savoir comment arrêter le bras des casseurs et, donc, comment réaliser l'unité ?



Table des matières

[Encore une fois, à quoi sert la concertation ?](#)

[Front commun avec Hamon-Mélenchon ou Unité d'action, il faut choisir](#)

[Unité avec les partisans de la CSG et des dépenses militaires ?](#)

[Pour la sécu modèle 1945, pour la SNCF une et indivisible- monopole public - un seul et même combat](#)

A la SNCF, formellement, l'unité semble être réalisée. CGT-SUD-UNSA- CFDT font bloc au sommet. Précisons que FO qui n'est pas « représentatif » au plan national en est formellement écarté. Mais, c'est surtout l'exigence du retrait du projet de réforme, de l'abandon du Rapport Spinetta qui est écartée de cette unité-là. A y regarder de plus près, il s'agit d'une unité dans la concertation, d'un pacte à quatre fédérations, comme le montre le communiqué commun :

« Elles expriment unitairement un large rejet des mesures et de la méthode annoncées qui, si elles étaient inscrites dans la loi, porteraient un coup sévère au service public ferroviaire. Les organisations syndicales ont convenu de se rendre aux concertations organisées par le gouvernement dans les prochains jours pour porter leur refus du démantèlement du service public ferroviaire et du recours aux ordonnances ».

Encore une fois, à quoi sert la concertation ?

La concertation organisée par le gouvernement va permettre à Macron de manœuvrer de telle sorte que les chefs de la CFDT et de l'UNSA seront vite tentés de rompre le pacte passé avec CGT et SUD-Rail. Ce qui est déjà si souvent arrivé. Les chefs de CGT et SUD cheminots crieront alors à la trahison de ceux qui, le plus clair du temps, ont la jaunisse. Espérons que nous nous trompons !

Ce n'est évidemment pas le moindre défaut de cette concertation sur la réforme. Cette concertation n'a qu'un but : associer et asservir nos organisations syndicales au Plan Macron. Y aller ou pas n'est pas une simple question de tactique, puisque la concertation est la stratégie de Macron pour faire passer ses ordonnances. La concertation n'est pas une « procédure » pour dire après « j'ai dialogué », mais un moyen de diviser et de neutraliser les syndicats, un moyen d'utiliser les dirigeants syndicaux comme « co-auteurs et acteurs » de la bonne application de sa réforme, qu'ils en aient ou non conscience. Et, ce, par-dessus la tête des personnels cheminots, à qui l'on dira « on ne peut pas faire autrement ». Bien sûr que si ! La CGT exige le retour à « l'unicité de la SNCF », à une seule SNCF et a tout un argumentaire à ce propos, très étayé. A l'évidence, cette exigence n'a de sens que si elle est un préalable à tout contact avec le ministère. Entre la SNCF une et indivisible et la SNCF « désintégrée » livrée à la concurrence, il n'y a pas de poire à couper en deux. Donc, rien à débattre !

Nous pouvons donc considérer, pour l'instant que le quatuor CGT-CFDT-SUD-UNSA n'a rien à voir avec l'unité d'action nécessaire pour arracher le retrait intégral du projet de réforme qui tue la SNCF.

Le débat nécessaire sur l'unité ne s'arrête pas en si bon chemin : La question se pose de **l'action commune des cheminots, fonctionnaires, postiers, agents des télécom, gaziers, électriciens** et, au moins, de tous les services publics pour porter **un coup d'arrêt total au Plan Macron**. Cette question est posée au travers des initiatives qui sont prises pour le 22 mars.

Front commun avec Hamon-Mélenchon ou Unité d'action, il faut choisir

Or, c'est ce moment que choisit Olivier Besancenot, de retour dans la sphère médiatique, pour sortir un autre lapin de son chapeau. Alors même qu'il ne parvient pas à unir le NPA (dont il est le porte-parole en réserve de la république depuis six ans.)

Le camarade Besancenot dit : « " On est en train de vivre une séquence sociale et politique extrêmement importante, imposée par le gouvernement, autour de la bataille des services publics, de ce qu'il se passe dans les EHPAD, dans les universités, avec les cheminots. Là on aura besoin de tous se rassembler ", a plaidé M. Besancenot sur RMC/BFM TV, en estimant qu'"il y aura un avant et un après". ¹...

En effet !

Hélas, cela se gâte vite :

- « "On aurait besoin d'un front commun qui aille de Benoît Hamon à Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent, Nathalie Arthaud, à d'autres organisations sociales et politiques", a insisté le porte-parole du NPA en jugeant que ce serait "incompréhensible que Mélenchon ne soit pas dans le coup ".
- « " On a le droit de tous avoir des ambitions politiques mais à un moment donné, même de son point de vue, on ne peut pas déconnecter les rapports de force actuels des batailles politiques futures. Si on perd sur la bataille ferroviaire, ce sera mauvais pour tous à la gauche de la gauche", a relevé M. Besancenot en exhortant à manifester "ensemble le 22 mars "

Unité avec les partisans de la CSG et des dépenses militaires ?

Besancenot supplie donc particulièrement Mélenchon de venir taper l'incruste dans les cortèges du 22 mars, main dans la main avec Hamon et lui-même, il les supplie l'un et l'autre de s'engager dans la bataille du rail. Il leur offre un tremplin. Ces deux-là sont des partisans de la CSG et se placent aux antipodes de ce qu'affirmaient les militants qui, comme Georges Buisson et Ambroise Croizat avaient jeté les bases de la Sécurité sociale, en 1943--45. Ainsi, Croizat affirmait en 1946 : « la sécurité sociale est la seule création de richesses sans capital (...) Faire appel aux contribuables pour la financer serait subordonner l'efficacité de la politique sociale à des considérations purement financières. Ce que nous refusons »². Ce qu'un article de

l'Humanité en 2013 précisait ainsi : « *Le salaire est le prix de la force de travail, il comprend la cotisation sociale de l'entreprise prise sur les richesses créées, celle-ci n'appartient pas à l'employeur .* »³...

Pour la sécu modèle 1945, pour la SNCF une et indivisible- monopole public – un seul et même combat

Or la bataille pour la Sécu et la bataille dite « ferroviaire » sont un seul et même combat. Nous n'interdisons bien sûr à personne, à aucun député ou ancien ministre d'y prendre part et de dire ce que bon lui semble. Mais, un front commun avec les partisans de la CSG, avec des tribuns qui vantent les dépenses militaires qui contribueront à asphyxier les hôpitaux, il ne peut en être question. L'unité d'action, ce n'est pas « qu'importe le Corbière, pourvu qu'on ait l'ivresse ». Il s'agit de l'action, de la lutte de classes et de non de la refondation de la « gauche-de-la-gauche ». Si Besancenot veut contribuer à ce genre de construction politique, c'est son affaire et grand bien lui fasse. Mais, pas en notre nom ! Pas au nom de la lutte anti-capitaliste !

Nous, militants de la Commune- pour un parti des travailleurs, voulons la même chose que beaucoup de salariés, de chômeurs, de retraités, de jeunes :

L'action commune, tous ensemble, qui seule réalise l'unité réelle pour le retrait total, en bloc et en détail, du Plan Macron

13 mars 2018

1 <http://www.lcp.fr/afp/mobilisation-du-22-mars-besancenot-appelle-un-front-commun-avec-melenchon-et-hamon>

2 <https://humanite.fr/en-quoi-la-securite-sociale-contredit-elle-les-logiques-capitalistes-522086>

3 <https://humanite.fr/tribunes/la-cotisation-sociale-est-la-seule-solution-543585>

Modifié le mardi 13 mars 2018

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>